

socialement. La FSU a participé aux mobilisations sur le climat à l'occasion des différentes rendez-vous internationaux (COP, grèves mondiales de la jeunesse pour le climat, Marches citoyennes, Marche pour le climat, campagne emplois/climat...) des rendez-vous nationaux et internationaux qui demeurent importants pour faire entendre la voix des mouvements sociaux et des scientifiques.

La FSU est restée très active sur la question des droits et des libertés. Il y a plus d'un an, les femmes ont libéré leurs paroles sur les réseaux sociaux en dénonçant massivement les violences sexistes et sexuelles dont elles sont victimes. La FSU s'est engagée dans ce combat considérant l'urgence à mettre en œuvre un plan d'ampleur incluant la formation de tous les personnels, une éducation non sexiste des jeunes à tous les niveaux de scolarisation et des moyens à la hauteur des besoins. Le collectif #NousToutes, dont la FSU a été partie prenante, a pour ambition de porter les paroles des femmes qui ont émergées au moment de #MeToo et de transformer ces paroles en revendications. Elle a poursuivi son engagement dans l'Intersyndicale Femmes et à mobiliser lors de la journée du 8 mars pour les droits des femmes. Elle a tenté d'initier dans la FSU ce jour-là, un temps de réflexion qui devra être repensé pour être largement investi.

La FSU a poursuivi son engagement à l'interLGBT et dans les Marches des fiertés ce qui fut d'autant plus important que les discriminations et les violences continuent de peser fortement sur les personnes LGBT, dans un contexte où certaines idées réactionnaires s'expriment sans complexe. Dans un contexte sociale marqué par les mesures gouvernementales successives contre les libertés publiques et l'escalade des violences qui en découlent, la FSU a entretenue dans l'unité la plus large -notamment avec la LDH, SM, CGT, Solidaire... le travail d'analyse et la lutte contre de l'état d'urgence et de sa banalisation dans le droit commun (« loi anticasseur »...).

La FSU a contribué au succès de la première université d'été des mouvements sociaux à Grenoble, aux côtés de plus d'une centaine d'organisations, ONG, associatives et syndicales (CGT et Solidaires) avec des séminaires et ateliers que co-

organisés par la FSU (sur les retraites, l'éducation, les services publics, le travail et la question de la transition écologique...) et grâce à l'implication conjointe de la FSU nationale (à travers ses différents secteurs) et de la FSU38.

La FSU se félicite de la construction de l'intersyndicale des Neuf qui a appelé les **retraité-e-s** à de nombreuses mobilisations qui ont été une réelle réussite. La SFRN a été pleinement impliquée dans ce processus et dans ces actions. Cet arc unitaire des retraité-e-s a permis de maintenir la pression sur le gouvernement et l'a obligé aussi récemment à faire de premières annonces qui vont dans le bon sens mais qui demandent à être amplifiées (réindexation des pensions sur l'inflation, revalorisation minimaliste des pensions...). Ces mobilisations ont permis de mettre sur le devant de la scène les revendications des retraité-e-s : amélioration du pouvoir d'achat, nécessité d'une réelle revalorisation des pensions, abrogation des mesures fiscales qui ont de lourdes conséquences pour les retraités... mais aussi des revendications pour améliorer les conditions de vie comme le développement des services publics, une meilleure prise en charge de la perte d'autonomie.

La FSU est intervenue fortement lors des projets de loi d'adaptation de la société au vieillissement ou sur celui concernant la prise en charge de la perte d'autonomie.

Ces actions et initiatives des retraité-e-s ont aussi mis en lumière la place des retraité-e-s dans la société et contribué à changer le regard sur le rôle qu'ils y jouent. Pendant toutes ces années, la FSU, avec la conviction qui est la sienne qu'il est utile de rassembler chaque fois que cela est possible et sans nier les débats et les désaccords qui existent entre les unes et

les autres des organisations syndicales, a cherché à faire l'unité dans **le mouvement syndical** tant au niveau Interprofessionnel que dans d'autres secteurs comme celui de la Fonction publique, de l'Éducation, de la Justice... Elle a joué un

Fenêtre A

Face aux nombreuses mesures de régression sociale prises ou envisagées par ce gouvernement, la FSU a œuvré sans relâche à la constitution d'actions unitaires, qui sont une des conditions pour créer le rapport de force nécessaire au recul du gouvernement. Dans la Fonction publique, dans l'éducation, où la représentativité de la FSU lui permet de jouer un rôle moteur, des intersyndicales regroupant de nombreuses organisations voire la totalité ont été constituées. Les mobilisations initiées ont permis quelques reculs du ministre dans l'éducation. Au niveau de l'interpro, la FSU a contribué à certaines mobilisations réunissant salariés du privé et public, comme le 19 mars, avec un certain succès. On peut regretter que certaines organisations imposent sans concertation des dates de mobilisation sans tenir compte des calendriers d'actions déjà décidés sur d'autres périmètres d'interventions : Fonction publique, éducation. Face à la difficulté de mobiliser les salariés, constatée par tous, nous devons dans chaque secteur porter des revendications au plus près des préoccupations des salariés pour pouvoir réunir dans des mobilisations massives l'ensemble des salariés du privé et du public pour contrer la politique régressive du pouvoir.

Fenêtre B

Au plan national, la FSU n'a pas été partie prenante d'appels unitaires interprofessionnels contre la politique anti-sociale du gouvernement Macron. Et ce, alors qu'elle aurait dû mettre en avant les intérêts communs que les agent-es de la Fonction Publique ont avec les salarié-es du privé à bloquer des politiques néfastes pour le secteur privé, qui se déclineront ensuite dans la Fonction Publique. C'est le choix d'un travail de conviction et de mobilisation unitaire avec les autres composantes du syndicalisme de lutte et de transformation sociale, notamment la CGT et Solidaires, qui aurait dû prévaloir. Dans cette situation, ce sont les seules sections départementales FSU qui ont dû gérer la mobilisation unitaire sur le terrain en y assurant la présence de la FSU.